

Direction générale adjointe
Transition écologique et équilibres
territoriaux

Direction
des Routes départementales

Agence technique départementale
du Lion d'Angers

Affaire suivie par
Anthony Pineau

Tél : 02 41 76 68 96
at.lelion@maine-et-loire.fr

Autorisation d'utilisation de l'arrêté permanent « travaux occupants du domaine public routier »

VU l'arrêté permanent n°2024-ACNP-0528 du 18/12/2024

CONSIDERANT la demande de l'entreprise **Enedis** en date du 12/03/2025

Opération / objet des travaux : **Remplacement d'un transformateur électrique aérien**

RD n° **961** du PR 7+180 au PR 7+240 – « l'Hommeau » commune de Vern d'Anjou

Travaux **du 09/04/2025**

Article / Mesure autorisée : **4 – 1 réseau bidirectionnel b) alternat par feux tricolores trafic $100 \leq T < 400$**

L'entreprise Enedis 25 avenue de la Fontaine 49071 Beaucouzé est autorisée à utiliser l'arrêté permanent pour effectuer les travaux mentionnés ci-dessus sous la responsabilité de Mme Antoine Halgand.

Au Lion d'Angers, le 13/03/2025
Le technicien entretien exploitation
Anthony Pineau

Direction générale adjointe Territoires
Direction des routes départementales

Affaire suivie par :

C. DUPERRAY

Tél : 02 41 81 47 46

Numéro : 2024-ACNP-0528

ARRÊTÉ

PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION SUR LES ROUTES DEPARTEMENTALES DE MAINE ET LOIRE (HORS AGGLOMERATION) CONCERNANT LES CHANTIERS DES OCCUPANTS DU DOMAINE PUBLIC ET LES INTERVENTIONS EN LIMITE DE PROPRIETES RIVERAINES

LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAINE-ET-LOIRE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 3221-4,

VU le code de la voirie routière notamment l'article L.131-1,

VU le code de la route et notamment ses articles L 411-31, L 411-3, R 411-5, R 411-8, R411-21-1 et R 411-25,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié et complété ainsi que tous les textes pris en son application et, notamment, l'instruction interministérielle prise en application de son article 1er,

VU l'arrêté de délégation de signature n°2024-07-AR-0261 modifié de Mme la Présidente du Conseil départemental en date du 18 juillet 2024 accordé à Mme Céline Bibard, Directrice générale adjointe territoires,

VU l'avis de Monsieur le Préfet de Maine et Loire relatif aux restrictions temporaires de circulation sur les routes départementales à grande circulation,

CONSIDÉRANT le caractère constant et répétitif d'intervention sur divers réseaux et ouvrages implantés sur le domaine public routier départemental, la notion d'urgence de réparation de ces réseaux à la charge :

- des occupants du domaine public
- des collectivités territoriales sur des ouvrages dont l'entretien leur incombe

CONSIDÉRANT les interventions depuis le domaine public routier départemental sur, ou en limite, de propriétés riveraines,

il y a lieu de réglementer temporairement la circulation sur les diverses routes départementales situées hors agglomération,

Sur proposition de Madame la Cheffe du service sécurité exploitation déplacements,

ARRÊTE

Article 1 :

Cet arrêté abroge les dispositions de l'arrêté 2021-ACNP-0262 en date du 14 juin 2021.

Article 2 :

En raison des travaux réalisés sur le domaine public routier départemental ou en limite des propriétés riveraines par les occupants du domaine public, les collectivités territoriales, et les services publics, la circulation pourra être temporairement réglementée sur ce réseau, hors agglomération, dans les limites du respect des articles ci-dessous.

Article 3 : NATURE DES INTERVENTIONS COUVERTES

- entretien courant et gestion des réseaux (sondages, inspections, relevés divers,...)
- remplacement et relevés de poteaux et supports
- intervention sur les réseaux aériens
- tirages de câble de télécommunication dans les réseaux existants (souterrains et aériens)
- réalisation de branchements, raccordements des usagers
- réparations des réseaux
- entretien des espaces verts (anneau central des giratoires, aménagements paysagers divers...)
- urgences avérées
- les interventions rendues nécessaires depuis les routes départementales pour les activités riveraines (telles que les débardages de bois, enlèvements de grumes,...)

Article 4 : MESURES D'EXPLOITATION AUTORISEES

4-1 réseau bidirectionnel :

a) Une limitation de vitesse à 70 km/h pourra être mise en place sur les créneaux de dépassement, et à 70 km/h ou à 50 km/h sur les autres sections ainsi qu'une interdiction de dépasser.

Cette mesure est applicable sur une durée limitée à 15 jours (y compris week-end et jours fériés) sur le réseau structurant et à 30 jours sur le reste du réseau.

b) Un alternat pourra être mis en place selon les critères ci-dessous (issu abaque SETRA « Guide des alternats ») :

Trafic (véh/heure) (dans les 2 sens de circulation)	Alternat B15/C18 Longueur maxi	Alternat feux Longueur maxi	Alternat manuel Longueur maxi
$T < 100$	50 m	500 m	1200 m
$100 \leq T < 400$	néant	400 m	900 m
$400 \leq T < 500$	néant	400 m	750 m
$500 \leq T < 650$	néant	200 m	550 m
$650 \leq T < 800$	néant	200 m	350 m
$800 \leq T < 1000$	néant	néant	100 m

Cette mesure sera assortie d'une limitation de vitesse à 50 km/h et d'une interdiction de dépasser, elle est applicable sur une durée limitée à 5 jours par site d'intervention (y compris week-end et jours fériés).

4-2 Giratoires :

Une neutralisation de voie pourra être mise en œuvre sur l'anneau sous réserve de laisser une largeur libre à la circulation. Cette contrainte ne pourra pas être couverte par le présent arrêté au-delà de 5 jours. Ponctuellement un alternat manuel pourra être mis en place afin de sécuriser les phases spécifiques du chantier (amené / replis du matériel, approvisionnements...).

4-3 Toute autre disposition devra faire l'objet d'un arrêté spécifique.

Article 5 : LEVEE DES CONTRAINTES

5-1 Toutes dispositions mises en place seront levées dès que les motifs ayant conduits à les implanter auront disparus (notamment de nuit ou jours non ouvrables).

5-2 « Jours hors chantier » (dont le calendrier est publié annuellement par circulaire ministérielle) :

Sauf urgence avérée telle que les rétablissements de réseaux rendus nécessaires suite à ruptures inopinées, les dispositions du présent arrêté ne seront pas mises en œuvre les jours dits « hors chantier » sur le réseau concerné par les grands départs (non doublé par une autoroute) :

- RD960 axe Cholet - Saumur / RD775 axe Angers – Rennes / RD753 axe Cholet – département de la Vendée / RD748 et RD761 liaison A87 – Doué -Montreuil Bellay / RD347 liaison Vivy « La Ronde » - département de la Vienne.

- RD323 et RD523 liaison Angers vers A11 / RD260 liaison Angers vers A87.

5-3 Les mesures de restrictions de circulation devront être levées ou modifiées sur simple demande de l'agence technique départementale compétente.

Article 6 : SIGNALISATION

La signalisation sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Elle sera mise en place, entretenue et adaptée par les concessionnaires, les services publics, les collectivités ou les entreprises mandatées sous le contrôle des services du département.

Article 7 : PORTE A CONNAISSANCE

7-1 Le présent arrêté sera affiché aux extrémités de la section concernée par les concessionnaires, les services publics, les collectivités ou les entreprises mandatées .

7-2 La mise en œuvre des dispositions prévues par le présent arrêté est conditionnée à une autorisation de l'agence technique départementale territorialement compétente, délivrée après demande écrite formulée au moins huit jours ouvrés avant l'ouverture du chantier souhaitée.

Article 8 : AUTRES DISPOSITIONS

Cet arrêté de circulation ne dispense en aucun cas des procédures réglementaires d'autorisation d'occupation du domaine public telles que « permission ou accord de voirie ».

Article 9 : EXECUTION

M. le Directeur général des services départementaux de Maine et Loire,

M. les Chefs d'Agences Techniques Départementales,

M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Maine et Loire,

M. Le Directeur départemental de la sécurité publique de Maine et Loire,

M. les Directeurs des sociétés concessionnaires ou de services publics,

M. les Directeurs des entreprises mandatées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et dont copie leur sera adressée, ainsi qu'à :

- M. le Préfet de Maine et Loire,

Article 10 : RECOURS

Le présent arrêté pourra faire l'objet de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette CS 24111 44041 NANTES cedex) dans le délai de deux mois suivant sa publication. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télécours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Angers, le

18 DEC. 2024

Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur des Routes départementales

Philippe TROUILLARD

3/3

2024-ACNP-0528